

# Quelle stratégie de puissance pour le Pakistan ?

Travail de recherche réalisé dans le cadre de la préparation du Master en Stratégie d'Intelligence Economique.

Janvier 2006

Auteur(s) :

Romain CHAMBRE, François GRISONI, Vincent HALLADE, Aubry SPRINGUEL, Antoine TANAPPA.

Sous la direction de :

Christian HARBULOT, EGE©

## Avertissement et Copyright

Ce document a été préparé par des étudiants de l'EGE, afin de satisfaire à des exigences pédagogiques. Il s'agit donc d'un document d'études qui s'inscrit dans un cadre de travail de type universitaire. Il ne contient que des opinions ou des faits que les auteurs considèrent comme appropriés et convenables au sujet.

Ce document ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations.

Les droits intellectuels appartiennent soit à l'école, soit aux organismes auxquels les sources ont pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction de cette présentation ne peut se faire sans la permission expresse des ayants droits.

<http://www.ege.fr>

## SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	3
<b>Un pays en quête d'une identité nationale</b> .....	3
Diversité des peuples et tensions ethniques.....	4
L'ourdou : une langue nationale ? .....	6
<b>Le Pakistan sur l'échiquier international</b> .....	7
Mise en place d'une stratégie de survie.....	7
Le Pakistan : une puissance Islamique ?.....	8
<i>L'ISI : instrument de la stratégie de puissance</i> .....	9
Le Pakistan : une puissance nucléaire.....	10
Le 11 septembre 2001 : tournant dans la politique pakistanaise en matière de lutte antiterroriste .....	11
<b>Le Pakistan n'est pas encore une puissance régionale</b> .....	12
L'évolution vers le libéralisme.....	12
L'après 11 Septembre, bouffée d'air pour l'économie pakistanaise .....	12
Des indicateurs économiques très inquiétants .....	13
Le problème de l'économie criminelle.....	14
Un périmètre commercial restreint .....	14
Des besoins énergétiques et le problème de l'eau .....	15
Absence d'influence culturelle.....	16
<b>Conclusion</b> .....	17
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	18

## Introduction



Lors de la partition du 15 Août 1947, un pays totalement nouveau est constitué : le Pakistan. Ce mot fut inventé par un jeune Pendjabi dans les années 30 et dont les lettres font chacune référence à une province. A l'époque, le pays est formé de deux entités géographiques distinctes: le Pakistan occidental et le Pakistan oriental (Bengladesh actuel).

Depuis sa création, le Pakistan cherche à accéder au statut de puissance et à devenir un modèle du monde musulman. Malgré des moyens très réduits, des antagonismes internes ethniques, religieux et linguistiques, le Pakistan a réussi à devenir un acteur majeur régional et mondial : c'est un des principaux alliés des Etats-Unis dans la guerre qui l'oppose au terrorisme. On peut s'interroger sur le cas particulier de ce pays qui a réussi à devenir une puissance régionale sinon mondiale et qui fait partie du club très fermé des 8 puissances nucléaires.

**Quelle est la stratégie de puissance du Pakistan ?** Quels sont les facteurs de sa puissance ? Comment se manifeste la stratégie de puissance du Pakistan ? Son alliance actuelle avec les Etats-Unis représente-elle une stratégie délibérée de puissance où n'est ce qu'un partenariat opportuniste pour ne pas subir le même sort que le régime taliban ? Autant de questions auxquelles nous souhaitons répondre à travers l'étude que nous proposons.

## Un pays en quête d'une identité nationale



Le père fondateur du Pakistan, Mohammed Ali Jinnah, issu de la Ligue musulmane, rêvait de créer un État fort, reposant sur le principe « une nation, une culture, une langue ». Le Pakistan actuel est encore loin de correspondre à ce principe. Depuis sa création en 1947, les populations du Pakistan connaissent de multiples divisions au point de vue ethnique, religieux et linguistique. Ces fractures ont bien sûr une influence considérable sur la constitution d'un sentiment national et d'une stratégie de puissance pérenne.

### *L'islam comme vecteur d'unité nationale*

La Ligue Musulmane, constituée des musulmans ayant émigrés de l'Inde, appelés « les Mohajirs », a soutenu avec le plus de détermination la création de ce pays. Leur but était de rassembler et de protéger tous les musulmans de l'Inde. Ces Mohajirs, bien qu'étant minoritaires et n'ayant aucune attache locale, à la différence des Pendjabis ou des Bengalis, ont fait en sorte que l'État créé, repose sur l'idéologie islamique. Il devait être fort et centralisé de manière à le contrôler dans le but de dépasser les différences ethniques et culturelles ainsi que pour créer un sentiment d'unité nationale.

Tous les dirigeants qui ont succédé à Jinnah se sont également réclamés de l'islam et, un peu moins systématiquement, de la langue ourdoue. Dès la première Constitution de 1956, il est stipulé que les Pakistanais doivent organiser leur vie en accord avec les enseignements et les préceptes de l'islam. Le général Ayub Khan, qui prend le pouvoir en 1958, fait inscrire dans la constitution de 1962 que les lois de l'État ne doivent pas contredire la sharia. Zulfukar Ali Bhutto pose les fondements d'une véritable politique d'islamisation dans la Constitution de 1973, qui

stipule que le Pakistan est un État islamique. Le général Zia, qui remplace Bhutto en 1977 et tient les rênes du pouvoir jusqu'en 1988, met en œuvre une politique d'islamisation encore plus volontariste. Nawaz Sharif, le dernier civil à avoir gouverné, a renoué avec une politique d'islamisation en introduisant en 1998 un amendement constitutionnel selon lequel l'État fédéral est tenu d'appliquer la sharia. Si ces hommes ont ainsi promu l'islam, c'est pour forger une nation musulmane dépassant les différences régionales.

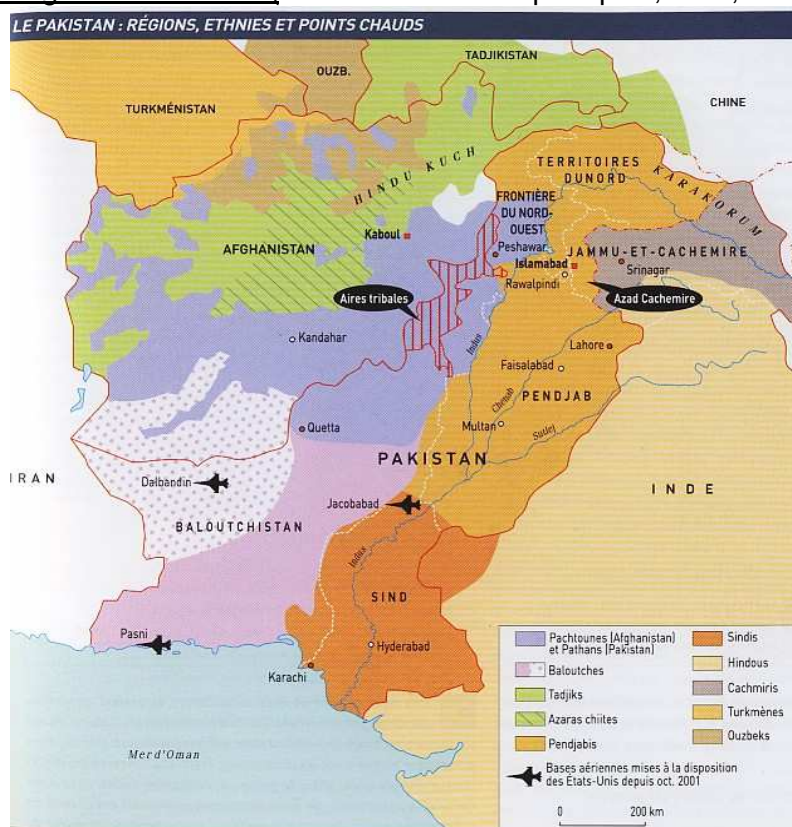
Le Pakistan est bien un pays dont la quasi totalité de la population est musulmane mais ce pays est aussi caractérisé par l'extraordinaire diversité des islams qui y sont présents. Il y a de graves oppositions entre chiites et sunnites et, au sein des sunnites entre déobandis (réformistes), barelvis (traditionnalistes pratiquant un culte des saints) et wahhabites. Les sunnites se considèrent comme les seuls vrais musulmans et ont à plusieurs reprises tenté de faire inscrire les chiites comme des non-musulmans. Tout au long de sa courte histoire, la politique menée au Pakistan eut tendance à creuser le fossé entre les sunnites et les autres confessions (particulièrement les membres de la secte Ahmadi et les chiites)

### Diversité des peuples et tensions ethniques



Le Pakistan est d'abord la création des Mohajirs, littéralement les "migrants". En 1951, ils représentent un cinquième de la population du Pakistan occidental et à peu près deux pourcents de la population du Pakistan oriental, soit sept millions de personnes en tout. Juste après la création du Pakistan, l'influence des Mohajirs dans la politique et la société pakistanaise est largement supérieure à leur poids démographique. Issus de l'élite intellectuelle et marchande, beaucoup s'installent dans les villes du Sind, en particulier, à Karachi. Dans les premières années de l'indépendance, ils bénéficient d'une certaine aura du fait qu'ils ont joué un rôle moteur dans la création du Pakistan et qu'ils ont tout abandonné pour venir y vivre. Dans un premier temps, ils dominent l'État à travers la Ligue musulmane, la fonction publique et les professions libérales.

### Ethnies et Régions du Pakistan (Yves Lacoste « Géopolitique », 2006, Larousse)



Bien que les musulmans du Pendjab se fussent longtemps montrés réticents envers l'idée de Pakistan, dès sa création, ils conservèrent le pouvoir qu'ils détenaient dans leur province avant l'indépendance et cherchèrent à l'étendre au pays tout entier. Ils ne représentaient qu'un quart de la population selon le recensement de 1951 mais formaient 80% des effectifs de l'armée et occupaient 55% des postes de l'administration. Ils occupent également les terres les plus fertiles du pays. Cela explique que, à côté du groupe formé par les Mohajirs qui détenaient des positions importantes dans l'administration et le pouvoir exécutif, les Pendjabis avaient une place déterminante dans le Pakistan des années 50. Ces deux groupes n'ont pas la même culture politique et ont des divergences de vue politique dues à des intérêts socio-économiques différents. Par leurs difficultés d'intégrations territoriale et sociale, les Mohajirs furent petit à petit mis en retrait du pouvoir. Cette mise à l'écart fut consacrée avec le coup d'État de 1958 à l'occasion duquel un général pendjabi, Ayub Khan prit le pouvoir ; et cela devint irréversible lors de la sécession du Pakistan oriental en 1971. Dès lors, les Pendjabis représentent près de 60% de la population et restent surreprésentés dans l'armée avec 70% des postes. Néanmoins, c'est un Sindi, Zulfikar Ali Bhutto, qui succède à la tête de l'État. En fait, Bhutto conclut avec les Pendjabis un accord tacite pour partager la domination du pays entre Pendjabis et Sindis. Lors de la destitution de Bhutto en 1977, sa condamnation puis son exécution, le mouvement nationaliste Sindi fut exacerbé. Zia, qui lui succéda, favorisa à nouveau les Pendjabis au détriment des Sindis. Une répression du mouvement Sindi s'ensuivit. Après un apaisement, le choix de rejoindre le jeu politique pakistanais permit à la fille de Bhutto d'être élue et de devenir Premier Ministre. Cette alternance encouragea les Sindis à renouveler leur allégeance à l'État pakistanais et à oublier leurs velléités indépendantistes.

Au moment même où les Sindis commençaient à se détourner de leurs velléités, deux autres minorités, les Baloutches et les Pathans (ou Pachtounes), connaissaient, à leur tour, une poussée de fièvre nationaliste.

Au Baloutchistan, le mouvement connut une répression militaire qui fit quelque 5300 victimes dans les rangs baloutches. Le général Zia parvint tout de même à apaiser une partie des nationalistes en libérant plusieurs milliers de prisonniers et en amnistiant ceux qui s'étaient réfugiés en Afghanistan. La principale pomme de discorde qui subsiste entre les Baloutches et le pouvoir central concerne la captation des bénéfices de l'exploitation du gaz baloutche. Une fois encore, des conflits d'intérêts nourrissent le discours identitaire. Mais vu le pragmatisme croissant des Baloutches, en sus de la division des leaders baloutches, de leur stratégie d'alliance avec des partis nationaux et de l'érosion de leur militantisme, leur mouvement s'est essoufflé.

Quant à la communauté des Pathans, principalement située dans la zone tribale, elle revendique la création d'un Pachtounistan indépendant réunissant à la fois les Pathans afghans et pakistanais. De là, un problème de frontière persiste avec l'Afghanistan. Cette revendication n'est aujourd'hui plus d'actualité.

Ces différents groupes ethniques défendent chacun leur intérêt propre. Cela peut conduire à de nombreuses tensions débouchant à une instabilité politique du pays.

## L'ourdou : une langue nationale ?



Sous l'impulsion des Mohajirs, l'ourdou est promu au rang de langue officielle, même si l'anglais reste celle de l'élite et donc de l'État. De nombreux efforts sont d'ailleurs faits pour promouvoir l'ourdou. La Constitution de 1973 rappelle ainsi que l'ourdou est la langue nationale du Pakistan. Le général Zia, au pouvoir de 1977 à 1988, est, pour sa part, également un ardent défenseur de l'ourdou et essaye de rendre son apprentissage obligatoire dès la maternelle. Ce n'est pas sans créer des tensions linguistiques.

L'identité culturelle propre revendiquée par les Bengalis illustre parfaitement la situation dans laquelle une bonne partie de la population pakistanaise s'est retrouvée lorsque l'ourdou fut promue langue nationale. Les Pakistanais orientaux, dès la partition, proposèrent que leur langue, le bengali, fût choisie comme langue de l'enseignement, de la justice et de l'administration au Pakistan oriental. Étant donné le poids démographique du Pakistan oriental (56,4% de la population déclare que le bengali est leur langue maternelle contre 3,37% pour l'ourdou), cette revendication linguistique put paraître légitime. Cependant, elle fut rejetée en bloc par les dirigeants du nouvel État basé à Karachi, craignant de perdre leur pouvoir.

Le rejet de cette revendication fut à l'origine d'un mouvement autonomiste mené par l'Awami League et son leader Sheikh Mujibur Rehman. Celle-ci se développa pour combattre le manque de représentation des Bengalis au gouvernement, dans l'armée et dans l'administration ainsi que par le déséquilibre des dépenses gouvernementales en faveur du Pakistan occidental. En 1971, après la répression du mouvement indépendantiste bengali par l'armée pakistanaise qui fit entre un et trois millions de victimes, le Bangladesh acquit son indépendance grâce à l'intervention de l'Inde.

Cette séparation des deux ailes du Pakistan est le symbole de l'échec d'une unité nationale fondée sur l'Islam. Les Bengalis bien que musulmans ont voulu avant tout affirmer leur identité linguistique et culturelle face au pouvoir central dirigé par les Pendjabis à cette époque. L'idée originelle d'un pays unique rassemblant tous les musulmans tombe à l'eau. Les appartenances ethnolinguistiques prévalent sur l'appartenance confessionnelle.

Dans la mosaïque pakistanaise d'après 1971, les Pendjabis représentent (56 % de la population), les Sindis (17 %), les Pachtounes (16 %) et les Baloutches (3 %), sans compter les langues tribales de l'extrême nord. Tous ces clivages font du Pakistan un pays parcourus par de multiples tensions internes. Ces conflits gênent bien évidemment la cohérence interne du Pakistan et l'empêchent d'adopter une politique stable pour servir une stratégie de puissance.

## Le Pakistan sur l'échiquier international

### Mise en place d'une stratégie de survie



Ce pays nouvellement créé, cherche d'abord à assurer sa survie face à son voisin indien considéré comme hostile. Dès 1948, les deux pays s'opposent avec une première guerre au Cachemire. Elle se termine par la création d'une ligne de contrôle qui partage le Cachemire en deux.

Dans le cadre de la guerre froide, le Pakistan devient l'allié des Etats-Unis dans le but de préserver la sécurité du pays. Le rapprochement avec les Etats-Unis est initié, avant même la décolonisation, par Jinnah qui est allé au consulat de Bombay pour offrir ses services aux Américains. Elle se concrétise en mai 1954, lorsque les deux pays signent un accord d'assistance mutuelle de défense qui signifie par exemple pour le Pakistan une livraison massive d'armes américaines. L'ambiguïté de cet accord vient du fait que les deux pays ont des intérêts différents. L'un souhaite se prémunir de la menace indienne alors que l'autre veut bloquer la progression du communisme au Moyen-Orient.

Le Pakistan s'intègre très vite dans deux systèmes d'alliance militaire:

- L'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) avec la signature du **pacte de Manille** en septembre 1954 qui forme un arc de protection des Philippines jusqu'au Pakistan. Cette alliance chapeautée par les Etats-Unis a pour but de contenir la poussée chinoise dans cette région.
- L'Organisation du traité central (CENTO) avec la signature du **pacte de Bagdad** qui regroupe des pays musulmans tels que la Turquie, l'Irak, l'Iran... Cet accord permet aux Etats-Unis de constituer une ceinture de protection limitant ainsi la progression de l'URSS vers le moyen orient et l'Asie Centrale.

Toutefois, ce rapprochement avec les Etats-Unis est très mal perçu par les Etats arabes qui d'ailleurs ne reconnaissent pas le Pakistan en tant que pays musulman. Ce pays qui avait pour ambition d'être un acteur majeur dans le monde musulman devient très vite infréquentable malgré ses efforts en faveur de la cause palestinienne. Dans l'affaire du Cachemire, les pays arabes musulmans n'ont jamais soutenu le Pakistan. Face à ces traités, les indiens conservent une certaine neutralité en tant que pays non aligné. Cependant, Nehru entretient des liens privilégiés avec l'URSS et reconnaît la Chine communiste. Cette dernière est même invitée à la conférence de Bandung en 1955.

La rapide défaite de l'Inde face à la Chine en octobre 1962 marque un important changement stratégique dans la région et favorise dès lors, le rapprochement du Pakistan puis des Etats-Unis avec la Chine. En 1965, L'inde et le Pakistan se font une 2<sup>e</sup> guerre qui ne change en rien la situation du Cachemire. Malgré leur soutien, les Etats-Unis décident dès lors de poser un embargo sur les armes.

La 3<sup>ème</sup> guerre Indo-pakistanaise marque la défaite en 1971, de l'armée pakistanaise contre l'insurrection du Pakistan oriental et cela débouche à l'indépendance du Bangladesh. Le Pakistan ne reconnaît pas ce pays. Les accords de Shimla qui s'en suivirent en 1972, annonce le règlement de tous les conflits avec l'Inde par des discussions bilatéraux. On parle d' « esprit de

Shimla ». En plus du traumatisme de la défaite pour la société pakistanaise, l'absence de réel soutien militaire américain est considéré comme une humiliation voir une trahison.

Cette stratégie d'alliance pro-occidentale suivie depuis 1954 ne satisfait pas les attentes pakistanaises. Elle lui a assuré une reconnaissance internationale mais elle ne lui offre aucune garantie militaire face à l'Inde ni aucune pression diplomatique en ce qui concerne l'affaire du Cachemire et compromet fortement la solidarité panislamique tant souhaitée à la création du pays. Dès lors, l'arrivée au pouvoir du charismatique Zulfukar Ali Bhutto ouvre la voie vers un changement de stratégie tourné vers le monde islamique.

## Le Pakistan : une puissance Islamique ?



A la suite de la scission et de l'indépendance du Bangladesh, le Pakistan, dirigé par Z.A. Bhutto, va mettre en place une stratégie d'expansion et d'influence en Asie Centrale pour acquérir de la **profondeur stratégique** et créer une vaste zone panislamique face à l'Inde et l'empire soviétique. L'islam qui fait partie de l'identité nationale du Pakistan, va aussi représenter dès 1971, l'instrument majeur de la stratégie de puissance du Pakistan qui fait du soutien et du contrôle des groupes djihadistes sa principale arme de politique étrangère.

Le rapprochement avec les autres pays musulmans est d'abord initié via l'organisation de la 4ème conférence islamique en février 1974 à Lahore. Le Pakistan devient finalement un pays fréquentable et à cette occasion, il reconnaît le Bangladesh.

Cette stratégie d'expansion islamique va surtout se renforcer sous le régime du général Zia. Le général Muhammad Zia-ul-Haq (directeur de l'Inter Services Intelligence) qui prend le pouvoir le 5 juillet 1977 et impose la loi martiale, épouse le **concept d'un état islamique** en opposition au concept d'état-nation. Il applique une véritable politique d'islamisation pour réformer le pays : application de la sharia, justice inspirée du coran, développement des madrasas.

La naissance de la révolution islamique en Iran et l'invasion de l'Afghanistan par les soviétiques en 1979 font du Pakistan **le principal allié** des Etats-Unis dans la région avec à la clé une aide militaire et économique pour le Pakistan. Le général Zia n'est plus considéré comme un paria et l'économie de la drogue est oubliée par les Américains. Le Pakistan reçoit 3,2 milliards de dollars en 1981 et plus de 7,2 milliards de dollars au total dans les années 80 de la part des américains. En 1981, il reçoit aussi un prêt de 1,6 milliards de dollars du FMI et un soutien financier de l'Arabie Saoudite qui investit massivement au Pakistan. Il y a une lutte d'influence avec l'Iran qui veut exporter sa révolution islamique au Pakistan où 20% de la population est Chiites. C'est également le début de la grande émigration de travailleurs pakistanaise vers le monde arabe.

Les intérêts des USA et du Pakistan se confondent dans la guerre sainte : le Pakistan veut lutter contre l'influence russe, renforcer son identité nationale à travers le Jihad et acquérir de la profondeur stratégique face à l'Inde pour compenser le déséquilibre des forces (cette stratégie sera suivie par le Pakistan de 1979 à 2001) et les Etats-Unis souhaitent empêcher l'expansion du bloc soviétique et son accès à des mers chaudes.

Ces aides (en grande majorité américaines) favorisent le développement important de la stratégie d'influence et donc de puissance du Pakistan. Elles permettent le financement de la guérilla en Afghanistan mais aussi le renforcement de l'armée pakistanaise. Le Pakistan organise et entraîne

les mujahideens (qui se considèrent en guerre sainte). Il contrôle également les groupes opérant en Afghanistan. Il va fortement favoriser les groupes radicaux dont le groupe pachtoune Hezb-i-Islami qui bénéficie d'une grande partie du soutien pakistanais.

Pendant cette guerre d'Afghanistan un réseau musulman international se forme avec en amont l'Arabie Saoudite qui participe au financement de la guerre sainte et au milieu les pays arabes comme la Jordanie, l'Arabie Saoudite et le Yémen qui « fournissent » des volontaires pour aller faire le Djihad en Afghanistan. En aval, le Pakistan forme et entraîne les hommes et sert de base de repli pour les groupes afghans. Même après la mort accidentelle du général Zia (1988) la débâcle soviétique (1989) ou pendant l'alternance gouvernemental Sharif - Bhutto, le Pakistan continue sa politique afghane en soutenant des groupes pachtoues non nationalistes notamment les talibans à partir de 1994.

En parallèle, le Pakistan tente d'appliquer sa stratégie afghane au Cachemire en soutenant et finançant la création et le développement des groupes djihadistes.

Intéressons nous plus particulièrement au rôle de l'ISI comme le bras agissant de la politique étrangère pakistanaise.

### ***L'ISI : instrument de la stratégie de puissance***



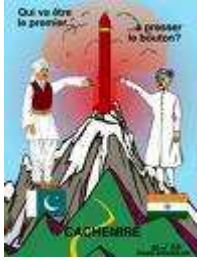
C'est à travers l'ISI (les services secrets pakistanais créés en 1948)) que le Pakistan exerce sa **politique d'instrumentalisation de l'islam** et donc de soutien et de contrôle des groupes djihadistes luttant contre l'occupation soviétique mais aussi au Cachemire. Au sein du Pakistan, l'ISI est un véritable Etat dans l'Etat et a longtemps constitué la principale **arme de politique étrangère** du Pakistan. Ses fonctions sont multiples : missions de renseignement, de contre-espionnage et de police secrète intérieure chargée de surveiller la société et les hommes politiques. Son influence sur la stratégie militaire et politique du Pakistan est énorme et prendra toute son ampleur sous le régime du général Zia ; lui-même issu de l'ISI.

L'ISI a un rôle à la fois politique et militaire dans la guerre en Afghanistan : il définit la stratégie, participe à des opérations de terrain, entraîne les hommes et contrôle la répartition des financements (issus de l'aide internationale, notamment américaine) entre les différents groupes djihadistes. De 1983 à 1991, on estime à 83 000 le nombre de combattants entraînés par le *Groupe des Services Spéciaux* de l'armée qui dépend de l'ISI. L'ISI intervient au Cachemire à travers l'aide militaire et financière qu'elle fournit aux nombreux groupes terroristes (en particulier les plus radicaux) luttant pour le rattachement du Cachemire au Pakistan.

L'ISI a également soutenu les talibans (dirigé par le mollah Omar) dès 1994 et ont eu un rôle très actif dans leur prise de contrôle de Kaboul et du pays. Ce soutien s'est officiellement arrêté en 2001 quand les Américains et leurs alliés ont vaincu le régime taliban. Le Président a du rompre avec la stratégie de soutien pakistanaise vis-à-vis de l'Afghanistan.

Cette stratégie d'instrumentalisation et de soutien aux groupes djihadistes à travers l'ISI s'inscrit dans la stratégie d'expansion du Pakistan qui souhaite créer un état panislamique dans la région de l'Asie centrale pour lutter contre les puissances soviétiques et indiennes.

## Le Pakistan : une puissance nucléaire



Le facteur militaire reste encore aujourd'hui un des facteurs les plus évidents de puissance simplement parce qu'il s'agit du plus quantifiable. Ainsi une possibilité pour les Etats de s'afficher comme une puissance, régionale ou internationale, est tout simplement de miser sur ses capacités militaires. A cet égard, le développement du nucléaire pakistanais livre des clefs intéressantes sur une éventuelle stratégie de puissance.

Le nucléaire est généralement développé pour deux raisons : c'est un moyen de distinction et un moyen de contestation. C'est d'abord un moyen de distinction parce qu'il permet aux puissances détentrices d'appartenir à un club très fermé. Ce club a deux fonctions : organiser la dissuasion réciproque et empêcher à tout prix l'arrivée de nouveaux entrants (d'où la lutte contre la prolifération). Le nucléaire est ensuite un moyen de contestation car l'obtention d'une telle arme permet d'affirmer sa puissance en opposition à celle des autres puissances nucléaires ou des pays qui n'ont pas des moyens de destruction semblables. En atteignant le statut de puissance nucléaire, la stratégie de puissance du Pakistan intègre ces deux composantes: l'appartenance à un club fermé et sa capacité d'opposition.

En effet, l'arme nucléaire pakistanaise a d'abord pour fonction principale de créer une dissuasion stable avec son voisin nucléaire indien. L'histoire du développement nucléaire pakistanais paraît d'ailleurs indiquer qu'il s'agit du premier effet recherché par ce programme. En effet, le nucléaire civil fait son apparition au Pakistan avec la création de la commission à l'énergie atomique en 1957, soit environ 10 ans après que l'Inde ait elle-même développée un programme nucléaire civil. Contrairement à l'Inde qui envisage le nucléaire militaire dès le début, le Pakistan ne semble considérer cette option qu'aux alentours de 1971 (défaite contre l'Inde) ou de 1974 (premier essai nucléaire indien « pacifique »). Le programme nucléaire est alors lancé avec l'aide de la France et marque dégradation des relations avec les Etats-Unis qui sont farouchement opposés à ce programme. Le Pakistan accède au nucléaire militaire en 1987, année durant laquelle le père de la bombe pakistanaise, le docteur Abdul Qadeer Khan confirme dans une interview les allégations de la C.I.A concernant l'obtention de capacités nucléaires militaires. Ces capacités seront affichées au grand jour avec les essais nucléaires de mai 1998 qui marquent la naissance sur la scène internationale d'un « Pakistan Nucléaire » et suivent de quelques jours des essais indiens. Le développement de capacités nucléaires du Pakistan peut donc essentiellement se comprendre comme une réponse à la bombe indienne.

Cet essai est suivi par des sanctions économiques américaines qui aggravent la situation économique.

Le développement de l'arme nucléaire a également rempli une deuxième fonction : il lui a permis de rentrer dans le club très fermé des puissances nucléaires. Ce facteur est d'autant plus fondamental qu'il s'agit en fait du premier pays islamique à disposer d'une telle puissance de feu. En effet, sans pour autant fondamentalement altérer l'équilibre des puissances, le développement de la bombe pakistanaise est perçu comme l'achèvement de la « bombe islamique » tant redoutée par les Américains. Une multitude de pays islamiques, de l'Arabie Saoudite à l'Egypte en passant par l'Iran annoncent ainsi leur soutien indéfectible au programme nucléaire pakistanais. L'Afghanistan ira même jusqu'à déclarer « qu'une quelconque agression contre la Pakistan serait considérée comme une agression contre l'Afghanistan » et le mufti d'Egypte demande à ce que « tous les pays musulmans se rallient au Pakistan pour soutenir son programme nucléaire ». L'arme nucléaire a donc été un moyen particulièrement utile pour permettre au Pakistan d'être reconnu comme une puissance majeure sur la scène internationale.

Il est intéressant de noter que c'est plus le symbole de l'arme nucléaire « islamique » que les réelles capacités de destruction du Pakistan qui lui ont permis de fédérer autour de lui un

ensemble d'acteurs de la scène internationale. Bien que ni l'Inde ni le Pakistan n'aient communiqué des informations officielles sur le dimensionnement de leurs forces nucléaires, il est estimé qu'ils posséderaient environ une cinquantaine de têtes nucléaires chacun [8, 9], c'est-à-dire deux fois moins que le nombre de têtes nucléaires embarquées sur un seul sous-marin nucléaire américain. En termes de vecteurs, le Pakistan ne disposerait que de quelques F16-A et F16-B transformés pour transporter des têtes nucléaires ainsi que des missiles balistiques Ghauri. Des missiles adaptés des M-9 et M-11 chinois (le Shaheen-1 et le Tarmuk) pourraient peut-être également transporter des têtes nucléaires. De manière générale ces vecteurs sont en trop faible quantité et peu efficaces (comparés par exemple à un sous-marin) pour constituer une force de seconde frappe qui garantirait une dissuasion pérenne. Cette faiblesse relative de l'arsenal nucléaire semble donc indiquer que celui-ci possède surtout une portée symbolique.

En 1998, une 4<sup>ème</sup> guerre Indo-pakistanaise éclate sur l'affaire du Kargil. Cette fois les deux états disposent de l'arme nucléaire. L'intervention américaine dans les deux camps parvint à apaiser les tensions. De ce conflit ressort un nouveau coup d'état au Pakistan où le général Pervez Musharraf prend le pouvoir en octobre 1999. Il est très vite considéré par les Américains comme infréquentable. Mais l'attentat du 11 Septembre 2001 change profondément la donne dans la politique étrangère américaine. Musharraf devient un rempart face à la montée de l'islamisme dans la région.

### **Le 11 septembre 2001 : tournant dans la politique pakistanaise en matière de lutte antiterroriste**



Le 13 janvier 2002, le président pakistanais Pervez Musharraf annonce dans un discours télévisé que les organisations terroristes extrémistes ne seront plus tolérées dans son pays et que la Pakistan s'inscrivait clairement comme un allié des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme international. Ce discours s'est suivi d'actions à court terme puisque deux groupes terroristes accusés d'avoir participé à l'attaque contre le parlement indien à New Delhi le 13 décembre 2001 ont été démantelés. Il s'agissait des organisations Lashkar-e-Taiba et Jaish-e-Mohammed. Plus de 2000 personnes auraient également été arrêtées des suites de ce discours.

Ce discours a été particulièrement bien accueilli par les Etats-Unis puisque le Secrétaire d'Etat américain de l'époque Colin Powell réagit immédiatement en se félicitant des déclarations du Général Musharraf [5]. Beaucoup d'analystes perçoivent ce discours comme le début d'une coopération entre le Pakistan et les Etats-Unis et qui permet à Musharraf de contrer l'influence indienne en s'affichant comme un acteur incontournable de la lutte contre le terrorisme [6]. Il faut en effet savoir qu'à la suite du 11 septembre 2001, l'Inde avait cherché à tirer profit de cette crise en arguant auprès des Etats-Unis que le pays devait faire face à des problèmes similaires avec le terrorisme du Cachemire soutenu par le Pakistan. Elle a donc proposé aux Etats-Unis d'entamer une coopération soutenue pour lutter contre le terrorisme international. La volonté des Etats-Unis de privilégier l'alliance pakistanaise, à la suite de ce discours de janvier 2002, a certainement été perçue comme une rebuffade pour l'Inde et donc comme une victoire pour Musharraf.

La position du Pakistan concernant les actes terroristes dans le Cachemire paraît plus ambiguë. Comme l'a affirmé Musharraf dans son discours de janvier 2002, le Pakistan soutient toujours politiquement et moralement les « mouvements de libération » du Cachemire mais s'engage à n'apporter aucune aide à ces mouvements et à s'assurer qu'aucun acte de terrorisme ne sera permis au nom du Cachemire. Malgré ce discours, un attentat au Cachemire indien en mai 2002 a aggravé la tension entre les deux pays qui a entraîné une recrudescence des

accidents transfrontaliers et des provocations de part et d'autre. Les violences semblent diminuer depuis 2004 et le Pakistan paraît généralement respecter ses engagements pris en 2002.

La position ambiguë de Musharraf vis-à-vis du terrorisme est tout à fait cohérente avec une stratégie de puissance qui vise à s'affirmer sur la scène internationale comme un acteur incontournable sans pour autant céder sur ses intérêts régionaux. Peut être le réalisme et l'habileté diplomatique dont fait preuve le gouvernement pakistanais sont-ils les premiers signes de la construction d'un Etat Nation fort qui dépasse ses problèmes de cohérence interne pour se faire une place au sein du système politique mondial.

## **Le Pakistan n'est pas encore une puissance régionale**

### **L'évolution vers le libéralisme**



L'avènement au pouvoir du Premier ministre Ali Bhutto en 1972 a donné lieu au Pakistan à un vaste programme de nationalisation des industries de bases (naissantes à l'époque), ainsi que de toutes les banques (le 1<sup>er</sup> janvier 1974). C'est très important pour comprendre la tradition interventionniste de l'Etat dans ce pays. En 1985, les acteurs privés ont eu le droit d'évoluer dans des secteurs auparavant contrôlés par l'Etat. Dès son arrivée au pouvoir, le général Musharraf s'est trouvé confronté au poids d'un lourd endettement extérieur, accentué par les sanctions financières consécutives aux essais nucléaires de 1998. Le pays était alors au bord de la banqueroute.

Depuis 2001, le gouvernement a lancé un programme ambitieux de réformes (Accélération de la libéralisation du marché : privatisation de nombreux monopoles d'état rentables, Réformes des tarifs douaniers, Restructuration du système bancaire) encouragé par le FMI et Washington pour libéraliser et moderniser son économie.

Toutes ces réformes permettent de construire une dynamique positive pour l'intégration du pays dans la mondialisation. Pourtant la « puissance économique » pakistanaise encore marquée par de nombreuses faiblesses, ne constitue pas une des facteurs clés de la puissance du Pakistan.

### **L'après 11 Septembre, bouffée d'air pour l'économie pakistanaise**



Le Pakistan, accusé autrefois par les Etats-Unis d'être un vivier d'islamistes radicaux, est l'un des bénéficiaires les plus inattendus de l'effondrement des tours du World Trade Center. Le brusque revirement stratégique de P. Musharraf, devenant un allié incontournable des Américains dans leur campagne contre les talibans, a été vite récompensé. Les sanctions en vigueur depuis la fin des années 70 ont été levées moins de 2 semaines après les attentats, prévenant ainsi le risque de voir le Pakistan devenir un autre Iran, avec une situation interne beaucoup plus explosive.

Des dettes ont été annulées, la dette extérieure est redescendue à 33% du PIB, des crédits et des dons ont été effectués, les restrictions commerciales levées, et une précieuse assistance militaire est apparue (avec par exemple la livraison de dix-huit F16 par les Américains...). La Maison Blanche prévoit de fournir une aide de 6.1 milliards de dollars d'ici à 2010, soit une des plus grandes aides internationales américaines. Une formidable mobilisation de fonds de la

Banque Mondiale a suivi, chiffrée à 7 milliards de dollars d'ici à 2009, ainsi que 1,5 milliards du FMI et 2,5 milliards de la Banque Asiatique de Développement (BAD). De même, l'Union Européenne a levé ses sanctions commerciales, ouvert le marché unique aux produits pakistanais et aura apporté 165 millions d'euros d'aides financière entre 2002 et 2006.

Enfin, les millions de Pakistanais vivant dans le monde, irrités par la vigilance accrue des banques occidentales vis-à-vis des placements musulmans, ont rapatrié en masse leur argent au pays. Rien qu'en 2005, plus de 4 milliards de dollars ont ainsi été injectés dans l'économie locale ! L'impact de l'argent de la diaspora a été phénoménal, entraînant un boom sans précédent de la consommation et une flambée des prix de l'immobilier.

Pour un pays assoiffé de devises, tout cet afflux d'argent étranger a été salutaire. Il fut d'autant plus opportun qu'il est intervenu à un moment où le gouvernement se lançait dans ce plan de modernisation de l'économie sans précédent.

Cinq ans après les événements du 11 septembre, les résultats sont là. Le Pakistan connaît désormais une croissance du PIB « à la chinoise » à 6,6% en 2006 (7,5% en 2007 d'après les estimations). La dette extérieure a été divisée par 3, et la dérive des comptes publics enrayée. Enfin les investissements étrangers ont été multipliés par 10 depuis 2001.

Voilà un positionnement international stratégique qui rapporte. Le Pakistan a saisi la chance qui lui a été donnée d'assainir son économie et de renouer des partenariats depuis longtemps impossibles. Malheureusement cette chance inespérée n'est pas suffisante à elle seule pour élaborer une stratégie nationale de puissance cohérente et rassembleuse.

### **Des indicateurs économiques très inquiétants**



Les fruits de la croissance sont très inégalement répartis. La richesse par habitant n'atteint que 800 dollars par an et la situation sociale du pays reste très problématique : un habitant sur deux est illettré et un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Aujourd'hui, malgré un produit intérieur brut de 374 milliards de dollars (25<sup>ème</sup> pays), les indicateurs traditionnels sont très décevants. Par exemple, 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté, les inégalités d'éducation entre les citadins et les ruraux sont énormes, et seules 44 millions de personnes sont actives (sur 166 millions, soit 26%), cela étant expliqué par le fait que 41% de la population est âgée de moins de 14 ans (il y a environ vingt millions d'enfants esclaves...)

Les contradictions du Pakistan sont visibles jusque dans les lignes budgétaires. Un Etat affectant un tiers de son budget aux dépenses militaires alors même que le pays doit recourir à une aide économique considérable de la part des pays étrangers et des organisations internationales, et que le service à la dette absorbait 45 % du budget de l'Etat en 2000, est dépassé par les coûts des besoins vitaux de la population. Cette priorité militaire ajoutée à un accroissement démographique de 3 millions de personnes par an contribue à ralentir la modernisation du pays. L'unité entre la population et les dirigeants est loin, comme pour les choix politiques, d'être parfaite.

Les conditions politiques, sociales et historiques du Pakistan font que ce pays peine, depuis sa naissance en 1947, à développer une économie florissante. Devenir une puissance régionale sans légitimité ni poids économique vis-à-vis de ses voisins est impensable. De plus, la puissance économique sans l'unité de la société civile, n'entraînera qu'un rayonnement incomplet du Pakistan dans la région, et la constante nécessité de survivre dans un environnement explosif.

## Le problème de l'économie criminelle



En plus d'être l'un des pays les plus corrompus au monde, le Pakistan baigne depuis quelques décennies dans l'économie parallèle de la drogue. Chaque année 100 tonnes d'héroïne parcourent le pays du nord au sud pour être exportées. On considère que cette économie souterraine représente un tiers du PIB. L'opium transformé ensuite en héroïne est principalement produit dans les zones tribales du nord-ouest, contrôlées, non pas par l'Etat, mais par des autorités locales bienveillantes. La spécialisation du pays comme plaque productrice d'opium est

due à la rencontre fortuite de 3 facteurs historiques:

La politique prohibitionniste menée par le général Zia, fit qu'une partie de la récolte historiquement traditionnelle dans les zones tribales fut clandestinement exportée en Iran pour les besoins des toxicomanes extrêmement nombreux dans ces pays.

La révolution iranienne désorganisa les circuits et affecta la consommation laissant sur les bras des trafiquants des stocks considérables.

L'argent de la drogue pourrit littéralement le système économique pakistanais. Il touche en premier le domaine militaire. Il existe en effet des réseaux recyclant cet argent dont une partie sert secrètement à financer l'équipement militaire et la recherche nucléaire. On assiste également à l'émergence d'une narco-bourgeoisie, investissant le pouvoir politique qui laisse faire car ces affaires apportent une partie des solutions contre la pénurie de devises dans le pays.

Seule puissance islamique détenant la bombe nucléaire, le Pakistan est également très fortement soupçonné d'avoir été à l'origine de lancements de programmes nucléaires dans d'autres pays, par l'intermédiaire du Docteur Kahn (Libye, Corée du sud, Iran). Les retombées financières très difficiles à chiffrées sont, par essence, colossales, mais sont introduites dans un circuit similaire à celui de la drogue.

## Un périmètre commercial restreint



L'analyse des relations économiques extérieures s'avère instructive. La puissance productive du Pakistan réside en grande partie dans l'agriculture (44% de la population active pour 22% du PIB) et dans l'industrie (25% du PIB). Les biens produits sont ceux d'un pays sous-développé, tels que des céréales (blé, maïs, riz), du coton (4<sup>ème</sup> producteur mondial) pour l'agriculture, et des produits sidérurgiques, pétrochimiques, dérivés agricoles ou artisanaux pour l'industrie. On comprend tout de suite la structure du commerce extérieur de ce pays :

- Exportations de textiles (surtout du coton), de riz, de tapis, et de produits artisanaux pour 11,4 milliards de dollars en 2003.

- Importations de pétrole (et dérivés), de machines, de produits chimiques, de fer, d'acier, de produits alimentaires et d'engrais pour 15,7 milliards de dollar en 2003.

Ces caractéristiques commerciales montrent une dépendance réelle et problématique dans certains domaines stratégiques vis-à-vis de ses fournisseurs. A contrario, le Pakistan ne peut pas avoir de moyen de pression car il n'exporte que des produits artisanaux et agricoles. L'économie pakistanaise ne permet donc pas au pays de se positionner comme une puissance économique.

En outre, ses partenaires commerciaux reflètent de plus en plus les alliances extérieures détaillées précédemment. Ses principaux clients sont les Etats-Unis, les Emirats Arabes Unis et l'Afghanistan, qui vient de dépasser le Royaume-Uni. De même, ses principaux fournisseurs sont

l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, et la Chine qui vient de dépasser les Etats-Unis (à noter que ses principaux fournisseurs d'armes sont la Chine, les Etats-Unis et la France).

Malgré une croissance intense ces dernières années, l'optimisme économique post 11 septembre n'est plus de mise. La filière textile (60% des exportations pakistanaises), dont les deux principaux débouchés sont les États-Unis et l'Union européenne, s'est vue retirer ses conditions préférentielles d'accès aux deux marchés (avec l'augmentation significative des droits de douane). Les aides internationales se sont essouffées car elles ont été concentrées sur les dégâts causés par le terrible tremblement de terre d'octobre 2005.

L'amélioration des relations diplomatiques et commerciales avec l'Inde, suite à ce tremblement de terre, est réelle mais sans vraie conséquence positive pour l'économie pakistanaise. Le commerce bilatéral entre ces deux pays atteint aujourd'hui 800 millions d'euros, mais dans les faits, ce chiffre est largement en défaveur du Pakistan (balance commerciale déficitaire de 400 millions de dollars).

Le Pakistan n'est membre d'aucun arrangement de libre-échange, mais il est membre de l'Organisation mondiale du commerce. Le Pakistan participe également à l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), régie par l'Arrangement de commerce préférentiel pour l'Asie du Sud (ACPAS), avec l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal et le Sri Lanka (la Chine et le Japon en sont des observateurs invités). L'ASARC encourage la coopération dans les domaines de l'agriculture, le développement rural, la science et les technologies, ainsi que la culture, la santé, le contrôle de la natalité, des politiques anti-narcotrafics et la lutte anti-terrorisme. Malheureusement les tensions entre les membres empêchent d'avoir une politique régionale cohérente et homogène, et de produire des résultats probants. La route vers le développement d'une stratégie de puissance dans la région est encore très longue, si tant est que les différents membres en aient envie.

L'économie pakistanaise souffre, dans ses échanges avec l'extérieur, de sa dépendance technologique, de relations internationales complexes et de la perpétuelle agitation politique interne. Il ne peut se permettre de s'émanciper de ses partenaires commerciaux sur des questions politiques ou religieuses tant ses dépendances vis-à-vis d'eux sont importantes. Il paraît dès lors impossible d'avoir un pouvoir de pression, d'influence économique sur un quelconque adversaire international.

## Des besoins énergétiques et le problème de l'eau



Il faut également mettre en avant les grands problèmes énergétiques auxquels est confronté le Pakistan. En effet, ce pays est très mal doté en matières premières telles que le charbon ou le fer et seuls 10% des besoins en pétrole sont couverts par la production nationale. Comme pour beaucoup de pays dans la région, l'approvisionnement en eau potable est un problème stratégique du Pakistan.

Ses besoins en eau sont considérables notamment parce que l'agriculture est une de ses premières activités (80% de la nourriture du Pakistan provient des terres irriguées). Ainsi, en 2000, 98% des ressources en eau du Pakistan étaient utilisées pour l'agriculture alors que la moyenne des pays développés réside entre 70% et 80%. Un rapport terminé en 2000 par l'*International Water Management Institute* prétend que le Pakistan fera face à une situation d'intense sécheresse d'ici 2025. L'eau est donc une ressource stratégique pour le Pakistan et ses sources d'approvisionnements sont d'autant plus précieuses.

Le partage des eaux de l'Indus, unique source d'eau conséquente, entre l'Inde et le Pakistan est régi par un traité établi sous l'égide de la banque mondiale le 29 septembre 1960. Bien que celui-ci soit dans l'ensemble respecté, le Pakistan reste dépendant du bon vouloir de l'Inde qui contrôle le bassin du fleuve dans la région du Cachemire. Le Pakistan n'est pas à l'abri d'un assèchement comme a pu le faire l'Inde en 1965. Ainsi, bien que l'Inde ait peu utilisé la menace de l'eau dans le passé, il est évident que cette dépendance réduit les marges de manoeuvre d'une stratégie de puissance pakistanaise qui irait trop à l'encontre des intérêts de l'Inde.

Fait plus original, l'eau est également à l'origine de dissensions internes qui viennent, avec les problèmes déjà mentionnés, miner la cohérence du pays, et ralentir des projets stratégiques. Ainsi, l'annonce faite en 1998 par le gouvernement pakistanaise de construire le barrage de Kalabagh a généré un nombre considérable de critiques. Les enjeux de ce barrage sont tels que certains partis politiques de la Province Frontière du Nord Ouest ont changé de camp suite à leur prise de position sur cette question.

### Absence d'influence culturelle



Cette absence s'explique principalement par le manque de solidarité, entre les musulmans eux-mêmes et entre les positions internationales du pouvoir et de la population, surprenant pour un état créé pour réunir les musulmans de la région. L'unité du pays, nécessaire pour faire entendre la voix pakistanaise sur la scène internationale et auprès des autres pays musulmans est souvent mise à mal.

L'hégémonie des Pendjabis est décisive dans l'armée et les autres structures de pouvoir : la bureaucratie permanente, l'aléatoire Parlement aujourd'hui dissout, la maîtrise de l'eau, essentielle à l'économie du pays. Cette domination pendjabie est particulièrement ressentie par les Sindis et par les Baloutches, ainsi que par les Mohajirs de Karachi. Cela n'encourage guère le sentiment d'union nationale et l'émergence d'une identité pakistanaise unique et forte.

Sur le plan International, la méfiance occidentale à l'égard du Pakistan est ininterrompue depuis qu'il s'est procuré l'arme atomique. Les récentes révélations de Musharraf dans son autobiographie confirment les soupçons américains concernant l'aide pakistanaise sur le développement du programme nucléaire nord-coréen. Les relations entre Washington et Islamabad risquent d'être à nouveau tendues, comme lors du lancement du programme nucléaire pakistanaise en 1998. Les Etats-Unis semblent en fait faire des alliances d'intérêt avec le Pakistan quand elles leur sont profitables.

Après s'être intéressé à la condition du pays lors de la Guerre Froide et de la guerre entre l'URSS et l'Afghanistan, et avoir même grandement contribué à son développement militaire, les Etats-Unis ont oublié les sanctions nucléaires lorsqu'ils ont eu besoin d'une aide régionale lors de la guerre contre les talibans en Afghanistan. Ils n'ont d'ailleurs pas laissé le choix aux dirigeants pakistanaise comme l'a révélé Pervez Musharraf dans une émission à la télévision américaine. Mais outre ces évènements, il n'y a jamais eu de confiance entre les deux régimes. Cette méfiance est récurrente dans l'histoire et néfaste pour l'espoir pakistanaise d'être réintégré dignement au sein de la « communauté internationale », et ainsi faire peser le poids de ses 165 millions d'habitants et son rang de second plus grand pays musulman.

Quant aux autres pays musulmans, leur perception sur le Pakistan reste très ambiguë et distante. En tant qu'allié des Etats-Unis, le Pakistan est considéré comme un pays infréquentable et ne parvient pas à créer un mouvement de sympathie pour la cause cachemirienne.

## Conclusion



Dans sa quête de puissance, le Pakistan de Musharraf a réussi à stabiliser ses soutiens internationaux en basculant du côté américain après le 11 septembre. Cependant, les Pakistanais ne se font plus guère d'illusions sur les intentions américaines à leur égard, et leurs espoirs sont déjà déçus autant sur une hypothétique annulation de la dette extérieure que sur une résolution en leur faveur du conflit au Cachemire. De ce fait, la situation interne du pays devient très préoccupante. L'anti-américanisme galopant, l'accroissement de la pauvreté, le retour à l'insurrection du Baloutchistan, la talibanisation progressive des zones tribales et l'impossible démilitarisation du régime mettent en péril le soutien américain et viennent perturber la capacité du Pakistan à mettre en place une stratégie de puissance à long terme.

Les groupes islamistes attendent patiemment un retour au premier plan pour dénoncer le pro-occidentalisme du général Musharraf et se positionner comme la seule alternative politique possible. Néanmoins, les prochaines élections d'octobre 2007 réservent peu de surprises en ce sens que l'armée, avec le soutien des Etats-Unis, cherche avant tout à légitimer ses interventions dans la sphère politique, en choisissant à l'avance les civils avec lesquels elle partagera le pouvoir.

Sur le plan international, le Pakistan joue un rôle stratégique dans la stabilité de la région Asie centrale et Asie du Sud. Cette stabilité dépend fortement de sa relation avec l'Inde. Dans l'hypothèse très probable d'une guerre avec son voisin, une intervention des Etats-Unis en faveur de l'un des deux camps est à écarter. Dans ce contexte, les groupes terroristes islamistes attendront avec impatience que l'establishment militaire fasse appel à eux. Il est même possible d'entrevoir dans une relation triangulaire Chine-Inde-Pakistan, un rapprochement avec le premier comme ce fut le cas pour le soutien aux programmes balistiques et nucléaires pakistanais. Cependant, on ne peut espérer du Pakistan qu'il joue le rôle de modèle de puissance pour le monde musulman. Ceci reste de l'ordre du fantasme car la solidarité pan islamique est loin d'être une réalité. Le pouvoir pakistanais semble plus appliquer une stratégie opportuniste suivant l'évolution du contexte international qu'une réelle stratégie délibérée sur le long terme.

## BIBLIOGRAPHIE

### Sites Internet et Articles:

- [1] <http://www.nationsencyclopedia.com/Asia-and-Oceania/Pakistan-HISTORY.html>
- [2] Transcript of CNN Interview with Musharraf, 1 June 2002. <http://edition.cnn.com/2002/WORLD/asiapcf/south/06/01/musharraf.transcript/index.html>
- [3] "Speech will help ease tension: US", *Dawn*, 13 janvier 2002. <http://www.dawn.com/2002/01/13/top3.htm>
- [4] « [Situation au Pakistan, audition de Christophe Jaffrelot, directeur du Centre d'études et de recherches internationales, Sénat, mercredi 28 novembre 2001.](http://www.senat.fr/commission/etr/etr011201.html#toc0) » <http://www.senat.fr/commission/etr/etr011201.html#toc0>
- [5] Site medintelligence : <http://medintelligence.free.fr/arAfghanistan.htm>
- [6] Présentation du Pakistan - Politique extérieure -Ministère des Affaires étrangères- [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo\\_833/pakistan\\_545/presentation-du-pakistan\\_1184/politique-exterieure\\_30438.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/pakistan_545/presentation-du-pakistan_1184/politique-exterieure_30438.html)
- [7] « Rapport d'information Fait *Au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la prolifération nucléaire* » Par m. Xavier de Villepin, Sénateur., 2003/2004. <http://www.senat.fr/rap/r03-388/r03-3880.html>
- [8] Colette Thomas, 22/09/2006, « Un allié martyrisé ? » [http://www.rfi.fr/actufr/articles/081/article\\_46337.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/081/article_46337.asp)

### Livres et Magazines:

- [9] Pervez Hoodbhoy, "Myth-building: the "Islamic" bomb", June 1993, pp. 42-49 (vol. 49, no. 05) 1993 *Bulletin of the Atomic Scientists*
- [10] Dr. SM RAHMAN, « Dual deterrence: Pakistan's Strategic Bonus », *Defence Journal*, (Karachi, July 1998)
- [11] Surinder RANA « Pakistan: Coming out of Praetorian Shadows », *Strategic Insights*, Volume I, Issue 1 (March 2002)
- [12] Robert S. NORRIS, Hans M. KRISTENSEN "Global nuclear stockpiles, 1945-2006", *Bulletin of the Atomic Scientists*. July/August 2006, pp. 64-66 (vol. 62, no. 4).
- [13] Robert S. NORRIS, Hans M. KRISTENSEN, Joshua HANDLER « Pakistan's nuclear forces, 2001". *Bulletin of the Atomic Scientists*. January/February 2002, pp. 70-71, (vol. 58, no. 1).

- [14] Christophe JAFFRELOT "Le Pakistan", 2001 Fayard
- [15] Max-Jean ZINS "Pakistan, la quête de l'identité », 2002, Asie plurielle
- [16] Mariam ABOU ZAHAB, cours sur le Pakistan, professeur à Science politique et à l'INALCO
- [17] Mariam Abou Zahab, doctorante rattachée au CERI, « Pakistan : l'isolement de Musharraf », Alternatives internationales, Avril 2006.
- [18] Yves Lacoste « Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui », 2006, Larousse
- [19] Géostratégies numéro 12 « La Géosociologie de l'Asie centrale du Sud », Avril 2006, Institut Internationales d'Etudes Stratégiques
- [20] Les Etudes du Centres d'Etudes des Relations Internationales de Science-Po. n°84 mars 2002
- [21] Le monde diplomatique : « Au Pakistan, quel islam pour quelle nation ? »  
Jean-Luc Racine Décembre 2001
- [22] « Le 11 septembre 2001, une opportunité pour le Pakistan et Son armée »,  
Commandant Lelièvre, Armée de Terre France